



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

exportations

Question écrite n° 14562

Texte de la question

M. Jean-Pierre Balligand appelle l'attention de M. le ministre délégué au commerce extérieur sur les perspectives d'évolution du commerce extérieur français. Le solde positif constaté en 2002 ne doit pas cacher en effet la très forte dépendance conjoncturelle de l'économie française : la valorisation des importations est tributaire de l'évolution autonome, particulièrement incertaine, du prix du pétrole et du cours du dollar américain ; la vigueur des exportations repose, quant à elle, sur quelques secteurs industriels lourds, comme l'armement ou l'aéronautique, qui seront les premiers touchés en cas de crise économique et politique mondiale. Il lui demande par conséquent de lui indiquer, en fonction de différentes hypothèses de travail, comment il envisage le comportement de l'économie française dans les échanges internationaux en 2003.

Texte de la réponse

En 2002, l'excédent commercial français s'est une nouvelle fois fortement amélioré, passant à 9,4 milliards d'euros, après 2,7 milliards d'euros en 2001. Les exportations en valeur ont reculé de 1,2 %, à près de 327 milliards d'euros, alors que la chute des importations a atteint 3,3 %, à plus de 317 milliards d'euros. La contraction de notre commerce extérieur a largement reflété la baisse des prix unitaires des biens échangés. Exprimés en volume, nos échanges ont crû en 2002, mais faiblement (de l'ordre de 1,5 %) : - nos ventes ont été pénalisées par le fléchissement de la demande émanant de nos principaux partenaires (Allemagne, Etats-Unis) et, en fin d'année, par l'appréciation de l'euro (le taux de change effectif nominal s'est apprécié de 2,6 % en moyenne sur l'année). Au niveau sectoriel, l'excédent aéronautique, deuxième excédent français (10 milliards d'euros) derrière l'automobile, s'est réduit, nos exportations subissant le contrecoup de la contraction du marché américain et de la crise traversée par le secteur aérien (accroissement des coûts dû au renchérissement des assurances et aux mesures de sécurité, baisse des fréquentations consécutives aux attentats du 11 septembre 2001). Dans un contexte international pourtant morose, la France a continué à dégager des excédents confortables et croissants dans les secteurs de la pharmacie, des boissons et de la parfumerie ; - nos importations en 2002 ont été freinées par une demande intérieure peu soutenue. Malgré le renchérissement des cours pétroliers (le prix du baril de pétrole s'est élevé à 24,5 \$, soit une progression de 2,4 % par rapport à 2001), l'appréciation de la monnaie européenne a permis un allègement de la facture énergétique. Si les fortes incertitudes internationales rendent les prévisions pour 2003 conditionnelles, l'hypothèse d'un retour à la croissance de nos échanges, mais à des rythmes faibles, reste en l'état l'hypothèse la plus probable. Les prévisions de croissance pour 2003 anticipent une légère croissance de l'activité mondiale (de l'ordre de 3 %), la croissance de l'économie française étant attendue à 1,3 % (après 1,2 en 2002). Ces prévisions reposent sur les hypothèses d'une appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar de 15 % et d'une faible hausse du prix du baril de pétrole (26 USD) par rapport à leur moyenne en 2002. La résolution rapide du conflit en Irak devrait entraîner un retour à la « normale » des grands équilibres économiques (au sens où les anticipations des agents ne seront plus perturbées par l'incertitude irakienne) : retour des prix du pétrole dans la fourchette cible de l'OPEP, alors que les comportements des agents retrouveraient des déterminants traditionnels (revenu et chômage pour les ménages, anticipations de demande et santé financière pour les entreprises). Un tel retour à la normale aurait

un impact positif, mais relativement modéré sur la croissance mondiale, dans la mesure où les déséquilibres pré-existants ne se résorberaient que lentement : surcapacités de production et endettement des firmes, caractéristiques de l'éclatement de la bulle financière et technologique, pourraient notamment freiner la reprise de l'investissement. L'accélération progressive de l'activité profiterait au commerce mondial, qui pourrait croître, en l'état des estimations, à 5 % en volume en 2003. En particulier, les exportations françaises bénéficieraient d'une sensible hausse de la demande extérieure adressée au territoire. Cet effet d'entraînement favorable sera toutefois en partie compensé par l'altération de la compétitivité-prix de nos exportations, imputable à l'appréciation de l'euro. A l'inverse, le renchérissement de l'euro, conjugué au dynamisme relatif de la demande intérieure française, devrait stimuler les importations françaises. En particulier, la facture énergétique, sous les hypothèses retenues de taux de change euro/USD et de cours du baril de pétrole, augmenterait modérément en 2002, de trois milliards d'euros. Au total, exportations et importations françaises devraient accélérer en volume en 2003 (entre 3 et 5 %), la croissance plus rapide des importations se traduisant toutefois par une contribution négative de notre commerce extérieur à la croissance. Exprimé en euros, le commerce extérieur de la France devrait renouer avec la croissance, mais à des rythmes faibles, en raison des baisses attendues du prix des biens échangés. Les risques entourant ce scénario central ne doivent toutefois pas être négligés. Si la résolution du conflit irakien est en bonne voie, réduisant les incertitudes internationales, certains secteurs d'activité pourraient rester durablement affectés, en particulier les secteurs du tourisme et du transport aérien (déjà fragilisé par le ralentissement de l'activité mondiale et les attentats du 11 septembre 2001). En 2002, le montant des grands contrats signés dans l'aéronautique a ainsi fléchi de 30 % du fait de la mauvaise orientation du marché américain. Compte tenu des délais de livraison, ce repli pourrait peser sur nos ventes de biens d'équipement, même si Airbus maintient pour 2003 ses prévisions de livraison de 300 appareils. Le risque d'une dépréciation du dollar plus forte que prévu doit également être pris en compte. Cet ajustement traduirait la nécessité d'un rééquilibrage des déficits jumeaux américains. L'Europe serait alors pénalisée par une forte détérioration de sa compétitivité, synonyme de pertes de parts de marché à l'exportation. Les économies les plus touchées seraient les pays les plus exposés à la concurrence des produits américains et plus généralement de la zone dollar, comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas. La France, a contrario, est en termes relatifs moins vulnérable que ses principaux partenaires européens, en raison de son positionnement relatif plus marqué sur l'Europe, l'Afrique et le pourtour méditerranéen. Dans ce scénario, nos exportations ne progresseraient que très faiblement, en volume, grevées par des pertes de compétitivité et une demande étrangère peu soutenue, et accuseraient une nouvelle baisse exprimée en euros. En particulier, certaines industries sont caractérisées par une exposition géographique et une sensibilité à la concurrence en prix plus élevées que la moyenne, en particulier les secteurs de l'aéronautique, de l'informatique et de certains biens professionnels, qui pourraient éprouver des difficultés si le dollar continuait à se déprécier.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Balligand](#)

Circonscription : Aisne (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14562

Rubrique : Commerce extérieur

Ministère interrogé : commerce extérieur

Ministère attributaire : commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 mars 2003, page 2132

Réponse publiée le : 19 mai 2003, page 3864